

# «Le droit de grève reste pertinent, mais...»

## Avec ces nouvelles grèves du rail, on s'interroge : n'y a-t-il pas banalisation ?

Non, affirme Bruno Frère (ULg). Mais les syndicats «ont raté» le coche.

**Bruno Frère, vous êtes chercheur qualifié au FNRS et chargé de cours à l'ULg... Peut-on dire qu'on assiste à une banalisation du recours à la grève ?**

Je ne pense pas que cette critique soit juste. D'abord parce que plus qu'hier, la grève est fort visible, d'autant qu'elle touche désormais surtout le service public. En effet, l'évolution de l'économie a eu pour conséquence de rendre plus difficile l'organisation de grèves dans le secteur privé. À cause du chantage à l'emploi : si vous n'acceptez pas les conditions de travail, on prendra quelqu'un d'autre. Ce chantage est, me semble-t-il, moins présent dans le secteur public, un secteur où les syndicats sont par ailleurs plus forts.

### Pas de banalisation, donc... ? Même dans les discours ?

Si. Ce qui se banalise, c'est l'opinion selon laquelle les grévistes s'accrochent à des valeurs passées, sont paresseux... Pour moi, il s'agit là d'une manifestation d'une méconnaissance des mouvements syndicaux. Depuis 30 ans, la reconfiguration contemporaine du capitalisme consiste à faire croire

qu'on n'a plus d'emprise sur l'évolution de l'économie. Les conditions de travail deviennent de plus en plus aliénantes. Et qu'entend-on ? Il est «logique» que le travailleur s'adapte. «On n'a pas le choix», voilà le discours ambiant. Alors oui, le droit de grève est toujours pertinent.

### Mais toutes les grèves sont-elles pour autant pertinentes ?

Bien sûr que non. Une grève qui éclate alors qu'un employé du TEC a volé dans la caisse, ça pose question. Mais au vu de la précarisation des emplois, les grèves qui sont déclenchées par les syndicats dans le secteur public me semblent pertinentes. On est en train d'altérer ce secteur avec un objectif de rentabilité. Pourtant, qu'est-ce qu'un service public ? On y rend service à des concitoyens, pas à des clients.

### Les syndicats remplissent donc bien leur mission ?

Attention, je ne suis pas un grand défenseur des syndicats. Pour moi, ils ont raté la nécessité de repenser l'économie en profondeur et restent dans des schémas très classiques. Lorsqu'une entreprise est en difficulté, par exemple, ils cherchent des repreneurs, des investisseurs... Et s'ils n'en trouvent pas, ils se tournent vers l'État. Tout ça pour dire que les syndicats ne développent pas une réflexion «autre».

### Quel type de réflexion pourraient-ils développer ?

Une réflexion qui permettrait de dépasser la bipolarité existante entre modèle capitaliste et modèle d'économie sociale, voire coopérative. C'est nécessaire car les choses

se complexifient avec, notamment, la disparition progressive du rapport salarial. Dans un même lieu de travail, vous côtoyez des personnes qui n'ont pas toutes le même employeur et à qui une grande flexibilité est demandée. Sans compter les contrats précaires qui se multiplient. Or, les syndicats ont malgré tout du mal à défendre autre chose que les droits des salariés. On n'entend rien sur des modèles alternatifs.

### Bref, le « On n'a pas le choix » du discours ambiant est malheureux.

Oui, surtout lorsqu'il émane de syndicalistes et de responsables politiques de gauche. Cela me semble inouï d'entendre certains d'entre eux utiliser les mots rentabilité, productivité, compétitivité comme si c'était normal. C'est un aveu de démission. ■ **M.B.**